



# LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R

Organisation des Travailleurs Révolutionnaires

(Union Communiste Internationaliste)

Contre le pouvoir des riches et des possédants, quelle que soit l'étiquette politique du gouvernement qui les représente.

Contre les bandes armées légales ou illégales, toutes hostiles aux classes exploitées.

Pour le pouvoir démocratique des travailleurs des villes, des campagnes et des paysans pauvres.

Pour le contrôle de la production, du grand commerce, des terres et des banques par les ouvriers et les paysans pauvres et pour la répartition égalitaire des biens entre tous.

Pour le combat contre l'impérialisme par la lutte de classe des prolétaires.

Pour un parti mondial de la révolution socialiste.



« An nou konte sou fòs nou »

30 janvier 2024

N° 313

Prix: 25 gourdes

## EDITORIAL

# ORGANISONS LE CAMP DES TRAVAILLEURS !



Ariel Henry et son gouvernement sont fragilisés après l'arrêt du processus de déploiement des soldats et militaires de la force multinationale en Haïti à partir du mois de février. Tous les états-majors des groupes politiques, les chancelleries qui sont au chevet d'Haïti se préparent à cette nouvelle donne politique à l'approche du 7 février 2024. Qu'en est-il de la classe ouvrière, des masses exploitées qui sont les principales victimes de cette situation ?

Dans les quartiers où elles subissent la violence quotidienne des bandits, dans les camps de déplacés où elles s'évertuent à vivre, dans les usines où elles triment péniblement pour boucler une journée de travail, dans les marchés publics, dans les rues, sur les trottoirs, la lutte instantanée et individuelle pour se procurer un morceau de pain pour vivre et faire vivre leur famille est constante. Mais la colère, la révolte et le désespoir qui les habitent ont reflué au plus profond de leur subconscient pour l'instant.

Pourtant ce sont eux, les faiseurs de révolution. Seules les luttes conscientes et organisées de la classe ouvrière, des paysans pauvres et des masses exploitées sont en mesure d'enlever le contrôle économique et politique du pays des griffes des capitalistes, de socialiser les moyens de production puis de les développer sous la conduite de la dictature du prolétariat pour satisfaire les besoins de la population. Cela passe par l'existence au sein de la classe ouvrière d'un parti révolutionnaire des travailleurs et des paysans pauvres qui se donnera pour tâche d'organiser leurs luttes pour les mener à la victoire.

Pas plus aujourd'hui qu'hier, aucun groupe politique n'a cherché à éveiller cette conscience de classe, voire à l'organiser au sein de la classe ouvrière. Les quelques rares qui ont tenté, l'ont fait au nom du nationalisme, c'est-à-dire en soumettant les intérêts des travailleurs à

ceux de la bourgeoisie, en soumettant les luttes des exploités à celles des politiciens bourgeois pour accéder au pouvoir.

Depuis la chute de la dictature des Duvalier, les luttes des masses exploitées ont favorisé l'accession au pouvoir des petits bourgeois nationalistes, des démagogues flirtant avec les idées d'extrême droite, des détroqués. Mais leur situation n'a jamais cessé de se détériorer. Autant essayer autre chose !

Chacun sait qu'il faut s'organiser pour mener à bien la chose la plus simple. La classe ouvrière et les classes populaires ne peuvent défendre leurs intérêts que si elles s'organisent c'est-à-dire qu'elles se dotent d'organisations pour le faire. Issu des éléments les plus conscients en leur sein, le parti des travailleurs est l'organe qui se chargera de tout planifier au nom des millions de travailleurs et paysans pauvres à travers le pays et au-delà.

C'est en prenant la direction des luttes politiques et économiques, en se regroupant sous la bannière de leurs propres organisations que les travailleurs se donneront une chance de vaincre la bourgeoisie et ses scélérats. Pour celles et ceux qui se revendiquent d'une telle politique, attelons-nous à la mobilisation des travailleurs, attelons-nous à la construction du parti des travailleurs révolutionnaires.■

## SOMMAIRE

### Editorial

- ⇒ Page 1
  - Organisons le camp des travailleurs !

### Leur société

- ⇒ Page 2
  - Prendre la direction des luttes avec nos revendications, la seule façon de nous faire entendre
  - Le baril de poudre finira-t-il par exploser ?
  - 7 février 1986 : les masses révoltées déchaouquèrent Duvalier et ses tontons macoutes
- ⇒ Page 3
  - Kenya : camouflet pour Ariel Henry
  - Guy Philippe : l'imposteur
  - Guy Philippe : un zélé serviteur des classes dominantes

### Dans les entreprises

- ⇒ Page 3
  - MGA : la direction a reculé
- ⇒ Page 4
  - Le chômage, toujours en hausse
  - Ane 2024 la, menm konba !

### Dans l'international

- ⇒ Page 4
  - Argentine : forte mobilisation du monde du travail contre les attaques de Milei

### Nous contacter

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

vdtravailleurs@yahoo.fr

B.P 2074, Port-au-Prince, Haïti

Tel : (509) 37 40 02 23

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale: 89-12-308



## PRENDRE LA DIRECTION DES LUTTES AVEC NOS REVENDICATIONS, LA SEULE FAÇON DE NOUS FAIRE ENTENDRE

La classe ouvrière, les paysans pauvres, les djobbeurs payent le plus lourd tribut de cette crise. Dans les luttes qui se déclenchent contre le gouvernement et les classes dominantes, les travailleurs n'ont pas à se mettre en retrait et à fondre leurs voix et leurs revendications derrière qui que ce soit. La seule façon d'exister et de se frayer le chemin vers la satisfaction de leurs revendications spécifiques, est qu'ils s'organisent de manière autonome pour mener massivement les combats à venir sous la bannière de leurs propres organisations.

Il faut exiger une revalorisation substantielle et immédiate du salaire minimum, une allocation chômage pour tous les ouvriers révoqués, la baisse des prix des produits de première nécessité et des services de l'État, la réquisition des maisons vides pour loger les travailleurs qui sont dans les camps de déplacés. Dans les rassemblements des travailleurs dans les usines et les quartiers, les travailleurs pourront à volonté compléter cette liste.

Pour le départ du gouvernement, ils en débattront aussi dans leurs assemblées. Même si l'issue d'un tel débat ne fait pas de doute. Un gouvernement qui a ordonné la répression des travailleurs en lutte pour leurs droits, qui n'a jamais levé le petit doigt pour venir à leur secours quand ils en avaient besoin, ne peut recueillir que le rejet du

monde du travail. Même défiance aussi à l'endroit de tous ces politiciens, aujourd'hui dans l'opposition, qui cherchent à prendre le pouvoir en se servant de la peau et des luttes de la classe ouvrière.

Quant à l'insécurité qui pourrit la vie des travailleurs et de leurs proches, il serait enfantin de demander à ce gouvernement ou à celui qui le remplacera de le combattre. Les racines profondes de la violence qui s'abat sur les classes populaires se trouvent dans l'organisation capitaliste de la société. Mais en attendant d'y mettre fin par la révolution du prolétariat et des paysans pauvres, seule la mobilisation et l'organisation des travailleurs dans les quartiers, sur les routes qui desservent la zone industrielle à l'aller comme au retour, peuvent dissuader les malfrats de les attaquer.

Ne laissons pas aux autres le soin de se

battre pour nous. Personne ne nous fera de cadeaux. Il revient à nous de nous défendre. Notre force, c'est notre nombre. Pour être efficace, il nous faut une organisation, un parti qui puisse nous rassembler, nous former, nous unir autour de nos revendications. Il sera d'autant plus facile pour nous de le construire en participant aux luttes revendicatives, aux luttes politiques.

De toutes les luttes dans lesquelles les masses populaires ont été pourtant les fers de lance, elles étaient toujours à la remorque des politiciens. Ces derniers se sont servis des classes pauvres et de leurs luttes pour arriver au pouvoir avant de se retourner contre elles. Essayons cette fois-ci de porter nos revendications à travers nos organisations. Soyons maîtres de nos destins. ■

## LE BARIL DE POUDRE FINIRA-T-IL PAR EXPLOSER ?

Au sein des classes dominantes et de leurs paillassons politiciens, les nerfs sont à vif à l'approche de la date fatidique du 7 février 2024, date à laquelle le Premier ministre Ariel Henry avait promis de laisser son poste. Ayant lui-même miné les bases fixées pour cela, Ariel Henry s'accroche au pouvoir.

Sous le leadership de cet octogénaire, vieux routier de la classe politique, la situation générale du pays, déjà en mal en point, a tourné à la catastrophe. La déconfiture de l'appareil d'État traditionnel s'est accélérée au profit des gangs criminels qui aujourd'hui contrôlent la réalité du pouvoir.

Selon un rapport des Nations Unies, le nombre d'homicides a augmenté de 119% en 2023 par rapport à 2022. 4789 morts ont été déplorés, dont plus de 2700 civils. Le nombre de personnes enlevées a également augmenté, passant de 1359 en 2022 à 2490 en 2023, soit une augmentation de 83%.

Les gangs armés élargissent aussi leurs zones d'influence dans les différentes communes du département de l'Ouest dont

celle de Port-au-Prince, siège principal du pouvoir économique et politique du pays.

En établissant les points de péage sur les routes qui sont encore accessibles à la circulation, les prix des transports en commun ont pratiquement été multipliés par 10 dans de nombreux endroits. Ajoutés aux appétits toujours présents des grands commerçants, les prix des produits alimentaires connaissent chaque jour des hausses. Une situation critique pour les travailleurs exténués qui n'arrivent plus à se nourrir ni à prendre soin de leurs familles.

Au pouvoir depuis plus de deux ans, ce gouvernement n'a jamais fait montre d'une quelconque volonté pour endiguer la crise. Pire, pressé de garder le pouvoir, il lance ce qui lui reste de l'appareil répressif aux trousses

de ses opposants de la classe politique et des masses populaires, allant jusqu'à s'allier avec certains gangs de la Capitale.

Pour l'instant les différents secteurs de la classe politique traditionnelle s'affrontent sur le terrain. Entre Guy Philippe qui appelle à sa révolution avec ses bandes armées, les politiciens bourgeois qui eux réclament le départ d'Ariel Henry, les gangs qui profitent pour engranger encore plus de terrains, la situation est explosive.

La classe ouvrière et les masses exploitées ont, elles aussi, intérêt à se mettre en lutte pour leurs revendications avec leurs comités de travailleurs. Car quelle que soit la faction de la classe politique qui sortira vainqueur de ces bagarres autour du 7 février 2024, ce sera au détriment de leurs intérêts. ■

## 7 FÉVRIER 1986 : LES MASSES RÉVOLTÉES DÉCHOUQUÈRENT DUVALIER ET SES TONTONS MACOUTES

Le 7 février 1986, les révoltes des masses défavorisées des villes mirent fin à l'une des dictatures les plus sanguinaires de la région pour ouvrir une période d'espoir pour les classes pauvres. Ce sera également par leur révolte que les masses renverseront la dictature des gangs armés que leur imposent les classes riches aujourd'hui.

La fin de la dictature sanguinaire soutenue par 40 000 tontons macoutes environ et des militaires de l'armée, le 7 février 1986, doit rappeler à la population que la dictature des gangs peut et doit prendre fin. Celle-ci ne sera l'œuvre d'aucun gouvernement, d'aucune intervention militaire comme le prétend le gouvernement. Celle-ci sera l'œuvre de la révolte des travailleurs et des masses laborieuses en général, comme la chute de Duvalier l'avait été après trente ans.

Les premiers signes de cette colère débutèrent après l'assassinat de trois jeunes écoliers aux Gonaïves. Les milieux scolaires se soulevèrent immédiatement, ensuite les manifestations et les émeutes se propagèrent dans toutes les villes entraînant de plus en plus de couches de la population pauvre. Duvalier n'eut pas de choix, il s'envola à

bord d'un avion militaire américain pour l'exil.

Les miliciens tontons macoutes qui se livraient à toutes sortes de crimes, vols, spoliations et viols n'eurent pas cette option. Nombre d'entre eux ont été châtiés.

Ce mouvement qui a créé un réveil politique chez les masses aurait pu conduire à un changement dans leurs conditions d'existence. Mais pour atteindre un tel objectif, il aurait fallu que les masses s'organisent en parti pour défendre leurs intérêts jusqu'au bout.

Aujourd'hui, les conditions de vie de la population se dégradent, atteignant un niveau intenable. Certes, la dictature des gangs – contrairement à celle des Duvalier – n'est pas centralisée à travers un chef qu'ils reconnaissent tous et auquel ils obéissent. Mais pour sortir de cette situation, les masses

laborieuses ne peuvent compter que sur leur seule force à se battre et leur combativité. ■



## **KENYA : CAMOUFLET POUR ARIEL HENRY**

Une cour de justice kenyane a opposé une fin de non-recevoir au déploiement de policiers kenyans en Haïti tôt ce vendredi 26 janvier 2024. Un désaveu pour la diplomatie internationale et le gouvernement haïtien qui misaient sur ce support pour reprendre le contrôle de la situation sécuritaire et politique largement contesté par les gangs armés.

C'est une partie de la stratégie du gouvernement qui vient de partir en fumée. L'arrivée des policiers internationaux devait couvrir ses échecs, sa couardise, son ambivalence dans la montée du banditisme dans le pays. Pour rester au pouvoir, Ariel Henry doit inventer d'autres élucubrations pour contenir la grogne et la colère des masses populaires.

Se sentant conforté par le soutien des ambassades occidentales, le gouvernement n'a jamais concédé un pouce à ses concurrents politiques. Se recroquevillant autour d'une clique de rapaces et de parvenus, il s'est toujours opposé à toutes sortes de négociations. Depuis deux ans, les ballets diplomatiques sous la bienveillance du gouvernement américain, puis de l'OEA ou plus récemment des pays de la Caraïbe pour le porter à céder quelques miettes du

pouvoir, n'ont rien donné.

Pour les classes populaires, Ariel Henry n'a que du mépris et du cynisme. Il n'a pas hésité à réprimer les habitants de Carrefour-Feuille qui, en proie à la violence des gangs armés, étaient descendus au Champ de Mars demander de l'aide aux autorités. Sous son règne, le pays continue à périlcliter, les gangs prospèrent. Quartier après quartier, ces derniers étendent leur influence avec leurs lots d'assassinats, de viols, de vols, d'incendies de maisons dans l'indifférence totale du gouvernement.

Des mensonges, de belles promesses pour faire languir la population, les classes dominantes et alliés sont déjà à l'ouvrage pour lui servir un autre plat hypnotisant, en commençant par le président kenyan qui promet de faire appel devant une autre cour de justice.

Du refus de la justice kenyane, les masses populaires n'ont à perdre que leur illusion, celle de faire confiance à l'impérialisme pour les sortir du borbier dans lequel elles pataugent. L'intervention des soldats ou policiers pour venir au secours des masses populaires est un mirage. Elle participe de la stratégie de l'impérialisme et de ses potiches en Haïti pour bloquer toutes les initiatives autonomes des classes exploitées pour se défendre.

Elles qui ont la capacité de faire des exploits comme de se libérer de l'esclavage, vaincre l'armée de Napoléon, chasser des dictateurs comme Duvalier, doivent se réinventer pour faire face aux difficultés d'aujourd'hui. Nul doute qu'elles sauront le faire. Ce que l'on a réalisé, on peut le refaire en mieux.■

## **GUY PHILIPPE : L'IMPOSTEUR**

Pressé de faire la « révolution » qu'il a criée sur tous les toits depuis son retour en Haïti au mois de décembre 2023, Guy Philippe a lancé officiellement le démarrage des hostilités contre le gouvernement le 15 janvier dernier par une campagne de désobéissance civile. Deux semaines après, les vagues de manifestations populaires pour déboulonner le Premier ministre se font encore attendre.

Il y a eu certes des manifestations dans quelques villes comme à Jérémie où les activités ont été arrêtées pendant une semaine. À Ouanaminthe, aux Cayes pour ne citer que celles-ci, il y a eu quelques protestations populaires, mais loin d'une montée en puissance des « forces révolutionnaires » qui partiraient à l'assaut d'un gouvernement honni des classes populaires.

À la place du « révolutionnaire » qui s'est depuis fait discret, c'est le gouvernement, ce sont les gangs armés qui sont montés au créneau. Ayant vu et constaté que derrière les discours enflammés de Guy Philippe, il n'y a pas grand-chose, ils sont partis à l'attaque contre ses partisans.

Dans la ville de Jérémie, fief de Guy

Philippe, le gouvernement a révoqué le maire et le délégué de ville suspectés d'être des proches du mouvement en cours. L'installation de leurs successeurs a donné lieu à des manifestations en faveur du gouvernement. Deux jours après, cinq personnes qui étaient en route pour participer à un rassemblement en faveur de Guy Philippe ont été assassinées.

Jeantel Joseph, directeur des agents de Bsap, Brigade pour la Sécurité des Aires Protégées, bras droit de Guy Philippe, a été limogé de ses fonctions. Les réactions des brigadiers qui sont disséminés dans le pays sont mitigées. L'apocalypse qu'ils avaient promise si on touchait à leur directeur se fait encore attendre.

Les 1500 soldats fantoches de l'Armée d'Haïti et pour l'instant toute l'institution

policière se rangent du côté du gouvernement. Il n'y a pas eu pour le moment l'ombre d'un mouvement de sédition dans les casernes.

En deux semaines, l'aventurier Guy Philippe s'est mis à nu. Les événements ont montré qu'il n'avait pas l'organisation, encore moins les atouts qu'il mettait en avant pour crédibiliser son aventure auprès des plus naïfs. Pour les masses populaires qu'il souhaitait voir dans les rues, il s'en fiche pas mal.

Pourra-t-il rebondir ? L'avenir le dira. Dans une note rendue publique sur les réseaux sociaux le samedi 27 janvier, Guy Philippe invite la population à tenir bon. « Qui marche lentement arrive sûrement », semblait-il lui dire.■

## **GUY PHILIPPE : UN ZÉLÉ SERVITEUR DES CLASSES DOMINANTES**

Révolutionnaire autoproclamé depuis son rapatriement en décembre dernier après 6 ans de prison aux USA, Guy Philippe dit vouloir « libérer les masses haïtiennes ». Mais son parcours de politicien toujours fidèle à la cause bourgeoise dément les discours qu'il sert à la population haïtienne.

Originaire de Pestel dans la Grand Anse, c'est dans les institutions répressives, bras armés des classes riches, que Guy Philippe a fait ses débuts. D'abord comme soldat des Forces Armées d'Haïti, puis comme policier au titre de commissaire.

Accusé de fomenter un coup d'Etat contre la présidence de René Préal, il est parti en exil en République dominicaine avec sa famille en l'an 2000. N'étant jamais en odeur de sainteté auprès des régimes Lavalas, Guy Philippe va jouer un rôle important dans les événements qui ont

précipité la chute puis le départ de Jean Bertrand Aristide le 29 février 2004.

De son exil étant, sous les ordres des patrons haïtiens en complicité avec le gouvernement dominicain et avec l'œil bienveillant des USA, il recruta, entraîna puis commanda une rébellion de près de 200 mercenaires. Le débarquement des troupes de Guy Philippe dans le Nord-est, puis le Nord en janvier 2004 avait mis en déroute les autorités civiles et policières qui étaient restées fidèles à Jean Bertrand Aristide.

En 2006, il est candidat aux élections

présidentielles mais moins de 1% des électeurs ont lui porté leur choix. Dix ans plus tard, sa proximité avec l'ancien président Michel Martelly a facilité son élection comme sénateur. Mais il ne jouira pas de son mandat de sénateur car il sera arrêté puis transféré aux Etats-Unis.

Guy Philippe a toujours flirté avec les milieux des « tontons macoutes » et les idées d'extrême droite. Il n'est pas étonnant que sa garde rapprochée soit constituée des éléments issus de cette mouvance. ■

## **DANS LES ENTREPRISES**

### **MGA : LA DIRECTION A REÇU**

La prime de travail, « boni » des ouvriers MGA a bel et bien été amputée. À défaut de savoir exactement quelle quantité d'argent a été dérobée sur la fiche de paye de chacun d'entre eux, les ouvriers ont accepté ce que la direction a bien voulu leur rembourser le jeudi 18 janvier 2024. Pour eux, l'essentiel était de montrer qu'au niveau de la direction, il y a des minables, des voleurs qui tapent dans leur salaire de misère. Honte à eux !

C'est encore sous la pression des

ouvriers que la direction a remis la monnaie. Depuis la reprise, les membres de la direction étaient silencieux sur la question de boni. Pourtant, elle avait promis de remédier à la situation dès la rentrée, après avoir reconnu que les ouvriers n'avaient pas touché ce qu'ils auraient dû avoir.

Pour rafraîchir la mémoire des filous, les ouvriers ont organisé un arrêt de travail mardi 16 janvier. Comme à chaque fois qu'ils ont une revendication, ils frappaient sur tout ce qu'ils avaient sous la main tout en criant. Une

ambiance surchauffée qui panique toujours les membres de la direction.

Cette action a été répétée le lendemain avec plus de colère. Finalement la direction a rendu les arriérés le jeudi 18. Chaque ouvrier a reçu un complément sur son boni, entre 250 gourdes et 1500 gourdes. Certes, les ouvriers attendaient plus, mais ils sont très fiers d'avoir obtenu gain de cause, peu importe le montant qui manquait car ils savent que les dirigeants restituent rarement ce qu'ils leur ont volé, ils ont montré que la victoire réside en la force organisée des travailleurs.■



## PAWÒL TRAVAYÈ

Ane 2024 la, menm konba !

Mizè, grangou, chomaj, lavi chè, ensekirite, tarif pete fyèl, chak ane ki pase, kondisyon travay ak kondisyon lavi klas travayè a ap vin pi mal. Alòske patwon ak klas dominant yo kontinye ap ranmase mago richès nan eksplwate fòs kouraj klas travayè a ak nan fè mache nwa kèlkeswa sitirasyon peyi a.

Patwon yo demare ane 2024 la ak anpil agresyon kont klas travayè a. Kantite travayè deyò izin yo kap cheche travay plis pase kantite kap bourike nan pak la. Se nan kontèks sa a direksyon izin Hansae yo voye yon dividal travayè nan chomaj depi lè yo kòmanse travay 8 janvyè 2024 la. Ouvriye ki rete yo kontinye bay menm kantite travay la anba anpil presyon.

Yon lòt bon, vyolans nèg ak zam yo toujou kontinye ap vale teren kont klas ouvriye a. Nan delma 24, bandi ak zam rache ak manchèt yon jèn ouvriyè ki tap travay nan Hansae 55.

Gouvènman ale, gouvènman monte, anyen pa janm chanje nan kondisyon lavi klas travayè a ak mas eksplwate yo. Politisyen tout plim tout plimay kontinye ap fè fo pwomès. Tout diskou sa yo se bèl pawòl pou fè ti bebe dòmi.

Sèl fason sitiasyon sa a ka chanje nan enterè klas travayè a, se jou nou tout alawonnbadè, leve kanpe anba banyè pwòp pati politik pa nou e pran tèt batay la pou nou ranvèse pouvwa ekonomik ak politik patwon yo ak klas rich yo menm jan mas èsklav yo te fè l pou yo te jwenn libète yo.

Nou swete nou tout bon konba e bon kouraj pou ane 2024 la.

OTR-UCI, jedi 25 janvyè 2024  
An nou konte sou fòs nou !

### LE CHÔMAGE TOUJOURS EN HAUSSE

Dès la reprise du travail sur la zone industrielle le 8 janvier dernier, de nombreux ouvriers au chômage se sont massés devant la barrière du parc Sonapi à la recherche d'un emploi. D'un bâtiment à l'autre, ils patientent en espérant qu'un chef vienne les chercher.

Chaque jour, le nombre de chômeurs qui s'attourent devant les usines dans l'espoir de trouver du travail est en nette augmentation. D'après l'un d'eux qui ne rate pas un jour sans tenter sa chance, ceux qui cherchent du boulot sont parfois plus nombreux que les ouvriers en activité dans

les rares usines qui fonctionnent.

Cela témoigne de la situation catastrophique qui règne dans le secteur de la sous-traitance sur la zone industrielle depuis la dégradation sécuritaire du pays. Les usines ferment leurs portes les unes après les autres.

Au mois de décembre dernier, la famille d'Apaid a fermé l'usine Premium, mettant fin aux activités de plusieurs centaines de travailleurs. L'usine GMC continue avec un effectif réduit et n'assure que quelques jours de travail dans la quinzaine. Dans les rares usines où les directions n'ont pas encore pris la décision de fermer, les ouvriers sont licenciés

par vagues. C'est le cas de MGA au parc de Sonapi, qui a révoqué les ouvriers d'un bâtiment entier, environ un millier.

Dans d'autres, c'est le cas à HANSAE, la direction diminue le nombre d'ouvriers qui composent les modules de travail tout en exigeant le même quota de travail à ceux qui restent.

La situation des ouvriers se dégrade à vue d'œil. Entre salaire bloqué depuis deux ans, vie chère, insécurité et chômage, ce sont eux qui payent au prix fort la détérioration de la situation du pays. ■

### DANS L'INTERNATIONAL

#### ARGENTINE : FORTE MOBILISATION DU MONDE DU TRAVAIL CONTRE LES ATTAQUES DE MILEI

Mercredi 24 janvier dernier, la Confédération Générale du Travail, (CGT), qui revendique 7 millions de syndiqués, a appelé à une grève générale contre les attaques du nouveau président, Milei, contenues dans des projets de loi envoyés au Parlement. Largement suivie, cette grève a donné l'occasion à plusieurs centaines de milliers de travailleurs argentins de dire tout le mal qu'ils pensent de ces nouvelles lois scélérates qui visent à aggraver leurs conditions de vie.

Partisan d'un capitaliste débridé, admirateur de Donald Trump et de Jair Bolsonaro, Javier Milei a prêté serment le 10 décembre 2023 après avoir remporté le deuxième tour des élections présidentielles en Argentine, le 19 novembre 2023, avec 55% des votants. Pour combler un déficit budgétaire chronique et une inflation de près de 150% l'an, le nouveau président s'attaque frontalement aux classes laborieuses.

Le dispositif de décrets et de lois présenté au Parlement comporte une stratégie à deux têtes : d'un côté, une remise en question systématique des acquis de la classe ouvrière et, d'un autre côté, un tour de vis sécuritaire pour criminaliser d'éventuelles levées de bouclier du monde du travail contre ces mesures.

Le nouveau gouvernement veut privatiser 41 entreprises publiques, supprimer les dispositifs législatifs encadrant les loyers, l'intervention de l'État

pour protéger les prix des produits essentiels, il veut abaisser les subventions aux transports et à l'énergie pour des millions d'Argentins et remplacer le peso par le dollar.

Dans l'arsenal répressif, les manifestants bloquant les routes pourraient être poursuivis et condamnés jusqu'à trois ans et demi de prison ferme, le rassemblement de plus de trois personnes dans l'espace public est interdit, etc.

La réaction des travailleurs a été prompte et vigoureuse, tout comme l'ont été les déluges de lois et décrets du gouvernement présentés au Parlement. Dans la capitale de l'Argentine, Buenos-Aires, ce sont 80 000 travailleurs selon la Police, 600 000 selon la CGT qui ont défilé ce mercredi 24 janvier. Arborant des pancartes, ils fustigeaient la politique du gouvernement : « Quand tout sera privé, nous serons privés de tout » « Manger n'est pas un privilège ».

Dans la soirée du mercredi 24 janvier, en abandonnant quelques infamies contenues

dans ce qu'ils ont présenté, en réécrivant certaines autres, l'équipe de Milei a montré quelques signes de fléchissement.

Que cette mobilisation soit le début d'une lutte sociale importante qui éveillera la conscience de l'ensemble du prolétariat argentin sur le rôle que lui confère l'histoire des luttes ! Dépassant les carcans du syndicalisme et du parlementarisme péronistes, nul doute que les travailleurs peuvent l'accomplir. ■



Javier Milei

**POUR DÉFENDRE UNE POLITIQUE CORRESPONDANT À LEURS INTÉRÊTS DANS LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS, COMME DANS LES LUTTES À VENIR, LA CLASSE DES PAUVRES A BESOIN D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE.**

**TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES, JOBEURS, CHÔMEURS, INTELLECTUELS, JEUNES DÉCIDÉS À SE METTRE AU SERVICE DES PAUVRES, PARTICIPEZ À LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE.**

**CONTACTEZ NOS MILITANTS, FAITES CIRCULER LES IDÉES ET LE MATÉRIEL DE L'ORGANISATION, DEMANDEZ VOTRE ADHÉSION.**